



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 15 AOÛT 2015

■ COGNAC

Les Littératures européennes ont un nouveau toit

L'association a emménagé dans une vaste maison, rue Grande. Avec un objectif: l'ouvrir à tous les passionnés de lecture.



Lydia Dussauze, Paola Authier et Séverine Poineaud sont ravis de leur nouveau local, beaucoup plus spacieux que le précédent.

Photo J. K.

Julie KOCH
j.koch@charentelibre.fr

Fini le bâtiment exigu et sombre de la rue Aristide-Briand.

Depuis le 5 août, l'équipe des Littératures européennes a emménagé dans son nouveau local. La maison à colombages du 15, rue Grande mise à disposition par la mairie de Cognac les accueille sur ses deux étages.

Le rez-de-chaussée servira de lieu d'exposition. Le premier étage tient lieu de bibliothèque et accueillera les futures animations. Enfin, le deuxième étage abrite le bureau de Séverine Poineaud et d'Anne-Lise Dyck Daure, les deux salariées de l'association cognacaise.

«Ce local, c'est aussi une belle reconnaissance du travail accompli depuis des années. Notre objectif est de faire de cette maison un lieu ouvert. Certains ont encore une image élitiste de notre action, pensant qu'on n'organise qu'un seul événement par an. C'est faux, on va encore davantage le montrer en orga-

nisant des rencontres ici, maintenant que nous avons l'espace suffisant», assure Lydia Dussauze, la présidente. Créé en 1988, l'événement n'a depuis cessé de grossir et prospérer, jusqu'à drainer 7.000 personnes l'an passé sur quatre jours.

À la recherche de mobilier

Outre le salon, qui se tient du 19 au 22 novembre à La Salamandre, les Littératures européennes organisent des rencontres dans des bibliothèques et des animations avec les scolaires toute l'année.

À partir du jeudi 1^{er} octobre, un «apéro-livre» – le nom exact reste encore à trouver – aura lieu tous les premiers jeudis de chaque mois. «À chaque fois il y aura un thème. Pour le premier, ce sera le prix Jean-Monnet de cette année. Je ferai une courte présentation, puis une discussion s'engagera. Ce ne sera pas une conférence formelle, mais vraiment un moment d'échange et de partage sur la pas-

sion de la lecture», décrit Paola Authier, vice-présidente et animatrice de ces apéritifs littéraires.

En plus de ce nouveau rendez-vous mensuel, une permanence hebdomadaire sera assurée au local.

«Avant c'était informel, les adhérents passaient n'importe quand pour emprunter des livres. On n'était pas forcément disponible pour eux. Maintenant, il y aura une vraie permanence avec des conseils de lecture», explique Séverine Poineaud. Le jour reste encore à définir. L'équipe en profite pour lancer un appel aux dons de mobilier pour meubler sa nouvelle maison.

«On manque cruellement de chaises, de fauteuils et de tables. Si des gens ou des entreprises se débarrassent des leurs, on prend», sourit la salariée, affairée à peaufiner la prochaine édition où Londres est à l'honneur. L'affiche, ainsi qu'une partie du programme, seront dévoilées début septembre.

Contact: 05 45 82 88 01
et <http://www.litteratures-europeennes.com/>

Alain Rousset favorable à une écotaxe régionale

TRANSPORTS Pour le président PS de l'Aquitaine et des Régions de France, c'est une source de financement, à condition de mettre à contribution le seul transit international

BENOÎT LASSERRE

b.lasserre@sudouest.fr

Ancien ministre des Transports du gouvernement Ayrault, Frédéric Cuvillier, député-maire PS de Boulogne-sur-Mer, s'est souvenu de ce portefeuille en évoquant, il y a quelques jours, la possibilité pour les Régions de se fabriquer des recettes supplémentaires par le biais de l'écotaxe. Une patate mise au four par l'exécutif précédent et tombée toute chaude dans les mains de François Hollande et Jean-Marc Ayrault, qui, après la révolte des Bonnets rouges bretons, l'avaient aussitôt placée en chambre froide.

Et Manuel Valls n'a pas du tout l'intention de l'en extraire, soucieux qu'il est de ne pas ouvrir un nouveau front d'hostilités à la rentrée et à quelques mois d'élections régionales qui devraient s'inscrire dans le sillage des municipales et des départementales, c'est-à-dire une bérézina pour la gauche.

Taxer le transit international

Mais l'élu nordiste, après avoir reçu l'appui de Claude Bartolone, candidat PS aux régionales en Île-de-France, peut désormais compter sur le soutien de l'Aquitain Alain Rousset, par ailleurs président de l'Association des Régions de France (ARF). Séjournant actuellement en vallée d'Aspe, celui-ci a tout loisir de compter les camions espagnols qui transitent presque à la queue leu leu sur la N134.

« Il est indispensable de trouver des nouvelles recettes pour financer le ferroutage et rénover les infrastructures ferroviaires, explique Alain Rousset. Je comprends évidemment l'objection de Manuel Valls, mais la Bretagne n'est pas un territoire de transit international comme peuvent l'être



Les portiques destinés à enregistrer le passage des camions, en vue de percevoir l'écotaxe sur le fret routier, n'ont pour l'instant jamais servi. PHOTO XAVIER LÉOTY/W. SUD OUEST

l'Aquitaine ou le Nord-Pas-de-Calais. Tout en veillant à respecter le principe d'égalité devant la loi, on pourrait donc n'instituer l'écotaxe régionale que dans les régions véritablement concernées par ces camions qui ne font que passer.»

« Il est indispensable de trouver des nouvelles recettes pour financer le ferroutage »

Dès la rentrée, le président de l'ARF a bien l'intention de former un pack avec Frédéric Cuvillier et Claude Bartolone - sachant que des candidats de l'autre bord comme Valérie Pécresse ou Domi-

nique Reynié sont prêts à enfiler le même maillot - pour définir une solution satisfaisant les trésoreries des Régions tout en évitant un nouvel incendie de mécontentement.

Décentralisation

« On doit pouvoir taxer selon le type et l'origine du véhicule, souligne Alain Rousset. Pas question bien sûr de taxer un camion qui va de Mont-de-Marsan à Bayonne, mais un camion qui relie l'Espagne à l'Allemagne via la France doit contribuer financièrement.»

« Le débat reviendra, a annoncé Claude Bartolone. Il va bien falloir que le gouvernement fasse des propositions aux différentes Régions pour financer les transports de demain. » Déclaration partagée

par le président aquitain, qui voit dans ce débat un nouvel exemple du jacobinisme centralisateur contre lequel il ferraille depuis toujours.

« La question se posera pendant la campagne électorale, et on ne pourra pas faire l'autruche », assure Alain Rousset alors que son homologue lorrain, le socialiste Jean-Pierre Masseret, a critiqué la façon dont le Premier ministre a dit non.

Et Ségolène Royal ? La ministre de l'Écologie, dont les relations avec Manuel Valls sont assaisonnées au vinaigre, ne s'est pas exprimée, mais, à la mi-juin, elle avait déjà émis le vœu repris par Frédéric Cuvillier. Il est vrai qu'elle a pour sa part présidé un Conseil régional.

« L'impression d'assister à une énième volte-face »

ÉCOTAXE Dans un département très fréquenté par le transport international, le président François Bonneau observe avec perplexité le nouveau débat autour d'une taxe de transit

On reparle de l'écotaxe, cette taxe de transit des poids lourds abandonnée l'an dernier après le mouvement breton des Bonnets rouges et qui suscite l'intérêt en Charente, département notoire de passage du transport routier international sur les RN 10 et RN 141. En cette semaine de torpeur estivale, des élus Parti socialiste (PS), Frédéric Cuvillier, député-maire de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), accessoirement ancien secrétaire d'État aux Transports, et Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale et tête de liste aux élections régionales en Île-de-France se sont dits prêts à expérimenter l'écotaxe au sein de leurs régions respectives.

Option suggérée à l'automne dernier par François Hollande lui-même, mais écartée sans tarder par Matignon, avec l'approbation de Ségolène Royal : « Je ne souhaite pas faire de déclarations supplémentaires et relancer la polémique sur ce sujet », déclarait le ministre de l'Environnement sur France Inter, mercredi matin, évoquant tout net la proximité des élections régionales. « On est dans le tango du gouvernement », soupire François Bonneau, président (Divers droite) du Conseil départemental, promoteur d'une taxe de transit à l'instar de son prédécesseur (PS) Michel Boutant. Entretien.

« SudOuest ». Voilà l'écotaxe qui refait surface... Entretenez-vous l'espoir qu'elle soit un jour appliquée ?

François Bonneau. Ce serait un mauvais coup pour la Charente si on ne pouvait pas en bénéficier, compte tenu de ce que pèse le transit des poids lourds en termes d'entretien, de coûts d'infrastructures et d'insécurité routière dans le dé-



« Il ne faut surtout pas clore le sujet », défend François Bonneau, président du Conseil départemental. À gauche, un terminal écotaxe incendié à Brossac, en novembre 2013. ARCHIVES S.O.

partement : on est très concerné en Charente. Je fais partie des élus qui ont toujours défendu cette taxe même si elle a été mal ficelée au départ.

Ne craignez-vous pas que le débat s'évanouisse au fil de l'été ?

Il ne faut surtout pas clore ce sujet au prétexte qu'il a été mal présenté initialement. Ça a déjà coûté plusieurs centaines de millions d'euros. Ce n'est pas pour ça que l'écotaxe est une mauvaise chose, au contraire, il faut la repenser, la réserver à des camions d'un certain tonnage comme ça se fait ailleurs. On sait qu'un poids lourd de 40 tonnes abîme une route 100 000 fois plus qu'une voiture. Il faut que ceux qui empruntent nos voies participent à leur financement. J'ose espérer que le débat lancé par Cuvillier, Bar-

tolone et d'autres sera relayé. Mais j'ai l'impression qu'on assiste à une énième volte-face. Dans la perspective des élections régionales de décembre, le gouvernement a peur des réactions dans certaines régions après les manifestations agricoles. Ce serait dommage de sacrifier un projet important sur des circonstances très immédiates.

L'ancienne mouture de l'écotaxe devait rapporter près d'1,5 million d'euros au Département.

Que représente cette somme dans le budget de 24 millions consacré aux routes ?

Sur le financement du passage à 2x2 voies de la RN 141 entre Angoulême [le rond-point de l'Épineuil, à Saint-Yrieix, NDLR] et La Vigerie, le Département met 20 millions d'euros sur la table. 1,5 million, c'est ce

qui nous permet d'emprunter ces 20 millions pour venir en complément des financements de l'État. La voie a beau être nationale, si on n'est pas là pour abonder le financement, les projets n'avancent pas.

Le salut de l'écotaxe viendrait des régions, comme le suggèrent Cuvillier et Bartolone. Appelez-vous Virginie Calmels, tête de liste UMP aux élections régionales dans la grande Aquitaine, à s'y rallier ?

C'est aux candidats de voir si ça doit figurer dans leur programme mais, à titre personnel, j'y suis favorable d'autant que le trafic traverse toute la future grande région, de Poitiers à Bayonne. Cela dit, il faudra toute de même que l'État envoie un signe favorable.

Recueilli par Daniel Bozec

Le baroud des opposants à la super-piscine

CENTRE AQUATIQUE DES VAUZELLES Alors que les travaux ont commencé, le Collectif pour la sauvegarde de la piscine d'été ne désarme pas

Alors que les travaux préparatoires à la construction du centre aquatique des Vauzelles ont débuté avenue d'Angoulême à Châteaubernard, les opposants au projet ne désarment pas. Réunis au sein du Collectif pour la sauvegarde de la piscine d'été de Cognac, ils dénoncent toujours des dépenses jugées « inutiles et pharaoniques ». Forts d'une pétition signée par 125 artisans et commerçants, citoyens et politiques, ils réclament depuis le printemps une entrevue avec Michel Gourinchas, maire de Cognac et président du Grand-Cognac.

Interrogé par « Sud Ouest », Pierre-Yves Briand, maire de Châteaubernard et vice-président de la

Communauté de communes, assure que son collègue Gourinchas a reçu les opposants (lire notre édition du 8 août).

Une pétition

« Faux, répliquent les intéressés. M. Briand se conduit en menteur éhonté ou a été trompé par d'éventuelles affirmations mensongères de M. Gourinchas. Nous mettons au défi M. le président de Grand-Cognac de produire les 125 photocopies des pétitions que nous avons prévu de lui donner au cas où cette entrevue aurait lieu. Les citoyens ne doivent pas être trompés par les manœuvres troubles d'élus qui n'ont jamais voulu admettre le re-



Le chantier, vu de l'avenue d'Angoulême. PHOTO OLIVIER SARAZIN

jet quasi-général de leur projet ! » Combat d'arrière-garde ? Baroud d'honneur ? Rappelons que le projet de centre aquatique des Vauzelles a fait l'objet d'une enquête publique dont le rapporteur a remis un avis favorable au printemps. Mais

rappelons aussi que le collectif animé par MM. Hoog, Olmos et Adam a reçu le soutien d'une autre association, Mieux vivre à Cognac, dont le président, José Lacour-Miron, a saisi le ministère des Finances et la Cour régionale des comptes.

61994710_BTR

CHÂTEAUBERNARD

M^{me} Micheline ROYER, sa mère ;
MM. Philippe et Cyrille ROYER,
ses enfants ;
M^{lle} Manon et M. Quentin ROYER,
ses petits-enfants ;
M^{me} Jacqueline RIOU, sa compagne,
ont la douleur de vous faire part
du décès de

M. Franck ROYER,
dit Tonton Franck,
ancien combattant,

survenu à l'âge de 74 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le **mardi 18 août 2015, à 10 h 30**, en l'église Saint-Antoine à Cognac, suivie de l'incinération au crématorium de Saintes, à 16 h 30.

M. Royer repose à la maison funéraire, rue Montesquieu à Cognac, où la famille recevra les visites, le lundi 17 août, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.